

## Présentation de l'employeur

Université Gustave Eiffel, Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (LATTS).

Coordonnées : 14/20 Boulevard Newton – Plot C, 2e étage, Cité Descartes, Champs-sur-Marne, 77447 Marne-la-Vallée Cedex 2

site internet : <https://latts.fr/>

## Présentation du projet ANR

Intitulé : INVEstissement public local et Systèmes Territoriaux : développement durable, collectivités locales et soutenabilité financière – INVEST

Page de présentation : <https://anr.fr/Projet-ANR-18-CE22-0004>

### Résumé :

L'action publique locale est saturée de discours et mesures affirmant la priorité accordée à la transition environnementale dans les politiques publiques. Ceci s'inscrit dans un cadre de renforcement de politiques locales de consolidation budgétaire susceptible de limiter la capacité d'action des gouvernements locaux. En analysant les politiques mises en œuvre par des administrations intercommunales et leurs effets sur les modalités de conduite de l'action publique locale et leur contenu, la recherche INVEST interroge *l'articulation* entre l'écologisation des politiques locales et le renforcement des politiques de consolidation budgétaire. Elle complète des travaux portant sur la mise en durabilité des politiques locales relativement aveugles au cadre de contrainte enserrant les finances locales, en dépit d'ailleurs de l'attention portée par la sociologie politique au « gouvernement par les finances publiques ».

Mettant à distance un discours enchanté de la transition écologique, qui relègue au second plan la capacité d'action budgétaire effective des collectivités publiques, INVEST analyse les politiques d'écologisation comme une *mise à l'épreuve* potentiellement doublement générative. D'un côté, elle peut redéfinir, notamment en le desserrant, le cadrage des politiques locales par la consolidation budgétaire ; de l'autre, ce dernier est susceptible de participer à la définition des modalités de réalisation des politiques locales d'écologisation ainsi que de leur contenu. Par contraste avec le récit enchanté, et sans les postuler *a priori*, ceci ouvre une interrogation sur les tensions susceptibles d'apparaître dans la mise en œuvre des politiques et circuits de financement visant à écologiser l'action publique locale, ainsi que sur la redéfinition des relations entre acteurs de la production de ces politiques, telles qu'elles se donnent à voir *depuis* les administrations intercommunales sur lesquelles a porté notre enquête.

Ces questions sont étudiées à travers deux objets complémentaires. Le premier décrit les évolutions des politiques de l'État central et les relations de ce dernier avec les collectivités territoriales dans l'application de l'agenda de la consolidation budgétaire (analyse des contrats dits de Cahors). Le second est une enquête comparative qui analyse l'élaboration et la mise en œuvre de mesures visant l'écologisation des politiques locales dans 6 ensembles intercommunaux urbains de France métropolitaine : Bordeaux, Cahors, Dunkerque, Est Ensemble, Sophia Antipolis et Tours. L'analyse de l'articulation entre « sobriété environnementale » et « frugalité budgétaire » est conduite plus particulièrement dans cinq domaines d'action publique retenus pour leur poids financier et leurs enjeux environnementaux : le patrimoine foncier et immobilier des collectivités locales, les réseaux d'eau, le logement social, l'aménagement urbain et économique, et les mobilités durables.

### Membres actuel•les :

- Félix Adisson, Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (LATTS), Université Gustave Eiffel
- Francesca Artioli, Laboratoire d'Urbanisme (LAB'URBA), Université Paris-Est Créteil
- Guilhem Boulay, Etudes des structures, des processus d'adaptation et des changements de l'espace (ESPACE), Université d'Avignon

## ANR INVEST, fiche de poste, post-doc

- Marion Ernwein, School of Social Sciences & Global Studies, Open University
- Daniel Florentin, Centre de sociologie de l'innovation (CSI), Ecole des Mines Paris-Tech
- Matthieu Gimat, Géographie-Cités, Université de Paris Cité
- Antoine Grandclément, Temps, espaces, langages europe méridionale méditerranée (TELEMME), Aix-Marseille Université
- Ludovic Halbert (coordinateur), Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (LATTS), CNRS
- Maxime Huré, Centre de droit économique et du développement (CDED), Université de Perpignan
- Nicolas Maisetti, Plan urbanisme, construction, architecture (PUCA)
- Françoise Navarre, Laboratoire d'Urbanisme (LAB'URBA), Université Paris-Est Créteil

### Profil du poste

#### *Missions*

Deux missions sont attribuées à la personne recrutée.

La première mission consiste à réaliser une recherche autonome au sein du projet collectif. Elle devra s'inscrire dans la problématique générale du projet, à savoir la conduite de l'action publique locale sous la double injonction à l'environnementalisation des politiques urbaines et à la maîtrise des dépenses publiques (cf. présentation du projet de l'ANR). Il revient aux candidat.e.s de proposer un objet précis de recherche, bien dimensionné de façon à être réalisable dans le délai imparti. Par recherche est entendu la définition d'un objet et d'un protocole d'enquête, la collecte de données qualitatives et/ou quantitatives, leur analyse et la mise en forme et valorisation des résultats. Des déplacements pour collecter les données et/ou communiquer les résultats pourront être provisionnés. L'objet de recherche n'est pas arrêté et devra être choisi d'un commun accord entre le collègue recruté et les autres chercheur•ses qui participent à la recherche INVEST. Les objets suivants sont ainsi proposés à titre d'exemples : budget vert, dette « verte », France relance, éco-conditionnalités des financements.

La seconde mission, dite d'appui au projet collectif, consiste à coordonner l'équipe de recherche dans la phase d'analyse, d'exploitation et de valorisation du matériau collecté lors d'une enquête par entretien menée pour l'essentiel en 2021. Il s'agira d'organiser, de préparer et de participer aux réunions et séminaires de l'équipe (toutes les 6 à 8 semaines environ), ainsi que d'en réaliser les compte-rendu (verbatim et relevés de décisions). Cette mission peut aussi comprendre l'accompagnement des chercheurs dans le codage et l'analyse des données d'entretien. Enfin, la valorisation des résultats de l'enquête collective impliquera des tâches d'organisation et de communication autour d'ateliers de retour aux collectivités participantes à la recherche, de journées d'études et/ou de colloques.

#### *Qualifications, compétences et expériences*

Titulaire d'un doctorat en sciences sociales (sociologie, science politique, géographie, aménagement de l'espace et urbanisme) la personne recrutée dispose de solides compétences en recherche qualitative (conduite d'entretiens notamment) et/ou quantitative (traitements statistiques appliqués aux sciences sociales).

Pour la première mission, il est attendu un solide sens de l'initiative, une capacité à relier une recherche à des débats théoriques disciplinaires ou interdisciplinaires (en particulier sur ceux ayant trait à l'action publique, à la durabilité et à l'austérité), une grande rigueur dans la collecte et l'analyse de données et une aptitude à produire et publier des résultats de recherche.

Pour la seconde mission, la capacité à travailler en équipe, à s'insérer et à prendre des responsabilités dans un collectif de travail existant, ainsi qu'à animer et faire avancer vers ses objectifs ce collectif

## ANR INVEST, fiche de poste, post-doc

est indispensable. Une expérience préalable de recherche au sein d'un collectif, voire d'animation serait appréciée.

La maîtrise du logiciel NVivo et de l'anglais académique serait également appréciée.

### Présentation du poste et conditions de travail

Le contrat à durée déterminée est proposé pour un poste d'ingénieur•e de recherche.

Lieu d'exercice : Le poste est localisé sur le campus universitaire de la Cité Descartes (arrêt Noisy-Champs du RER A, à 20 min de Paris) où une présence régulière et fréquente est souhaitée.

Ressources de travail : un bureau partagé sera mis à disposition pendant toute la durée du contrat. Il sera équipé d'un poste de travail informatique.

Conditions de travail : Le contrat est d'une durée de 12 ou 13 mois à temps plein selon les conditions légales en vigueur. Le salaire d'un ingénieur de recherche déterminé par l'Université Gustave Eiffel est de 2610 euros brut.

La personne recrutée aura pour encadrant Ludovic Halbert et Félix Adisson, et sera intégrée à l'équipe du projet, comme membre à part entière. Il sera aussi membre du laboratoire et pourra s'affilier à l'un de ses axes de recherche. Une présentation de ses travaux de recherches auprès des membres du laboratoire pourra être organisée durant la durée du contrat.

### Candidature

Pièces à fournir :

- une lettre de motivation (2 pages maximum) démontrant explicitement comment les qualifications, compétences et expérience du candidat ou de la candidate répondent aux critères du poste.
- un CV (3 pages maximum) incluant les publications du ou de la candidat.e
- un document (2 pages maximum) présentant la proposition de recherche du ou de la candidat.e, incluant un objet clair, une discussion de l'inscription dans le projet INVEST, un protocole de collecte et d'analyse des données, et un point sur la faisabilité du projet.

La sélection sera réalisée sur dossier et possiblement par la tenue d'un entretien. Ce dernier pourra être réalisé en visioconférence dans le cas où le candidat ou la candidate ne pourrait se déplacer à Champs-sur-Marne.

### Envoi du dossier

Le dossier est à envoyer en version numérique à Ludovic Halbert ([ludovic.halbert@enpc.fr](mailto:ludovic.halbert@enpc.fr)) et, en copie, à Félix Adisson ([felix.adisson@univ-eiffel.fr](mailto:felix.adisson@univ-eiffel.fr)) et Marion Ernwein ([marion.ernwein@open.ac.uk](mailto:marion.ernwein@open.ac.uk)) Un accusé de réception vous sera retourné.

Pour toute demande d'information, merci de contacter Ludovic Halbert :

Email : [ludovic.halbert@enpc.fr](mailto:ludovic.halbert@enpc.fr) Tél. : 01 64 15 38 39

(Privilégier l'email pour une plus grande réactivité)

Délai de candidature : 1 avril 2022

Date souhaitée de prise du poste : 1<sup>er</sup> Mai ou 1<sup>er</sup> juin 2022.